



Proche et Moyen-Orient — Analyse

Bande de Gaza, Liban : des accords mort-nés

Le premier ministre israélien a sèchement refusé la feuille de route en quinze points visant à faire avancer le plan de paix pour la bande de Gaza. Sur le terrain libanais, l'armée israélienne poursuit ses opérations et l'accord de cessez-le-feu est mourant.

Gwenaëlle Lenoir

12 août 2026 à 17h08

Pendant une dizaine de jours, le premier ministre israélien n'a pas dit un mot à son sujet. Et puis finalement, le 9 août, il a dit « non ». « Non » au plan en quinze points présenté par le Conseil de paix, organisme créé par Donald Trump pour faire appliquer son plan pour la bande de Gaza.

Adopté en grande pompe à Charm el-Cheikh le 13 octobre 2025 et adoubé par le Conseil de sécurité de l'ONU le 17 novembre 2025 sous le nom de résolution 2803, ce plan n'est toujours pas appliqué. Même l'application de la première phase piétine.

« Non », donc, à la dernière tentative en date de sortir de l'ornière et de passer à une deuxième phase pour le moins fantomatique. Le Conseil de paix annonçait pourtant avec fierté et soulagement la mise au point de cette feuille de route, la décrivant sur X comme une « avancée historique » après « des mois de négociations intensives et de bonne foi ».



© Photo par ILIA YEFIMOVICH / AFP

« Le Conseil de paix et les pays médiateurs, à savoir l'Égypte, le Qatar, la Turquie et les États-Unis, sont heureux d'annoncer aujourd'hui que le Hamas a accepté une feuille de route détaillée pour la mise en œuvre des prochaines phases du cessez-le-feu à Gaza », se félicitait le Conseil de paix, suivi par la Maison-Blanche. L'administration Trump s'exclamait, force majuscules à l'appui, qu'allait advenir « une étape monumentale vers une PAIX et une SÉCURITÉ durables ». Les chancelleries et nombre de médias occidentaux embrayent.

Tous insistent alors sur l'acceptation par le Hamas des modalités de son désarmement, comme si le seul obstacle au plan Trump résidait là. « Un processus d'inventaire et de stockage des armes lourdes, des sites de production militaire, des dépôts d'armes et des tunnels sera lancé après l'achèvement des obligations restantes au titre du Protocole de Charm el-Cheikh, l'entrée du Comité national et le déploiement de la Force internationale de stabilisation », processus « lié au retrait progressif d'Israël des zones qu'il contrôle à Gaza et à l'inventaire des armes détenues par les milices armées », lit-on dans la version préliminaire publiée le 31 juillet par quelques médias.

Diplomatie sans lendemain

Le texte précise également le sort des fonctionnaires et policiers de la bande de Gaza, qui – après examen – pourront intégrer l'administration palestinienne ou toucheront des indemnités ou leurs droits à la retraite. Les milices supplétives d'Israël devront elles aussi rendre

leurs armes et ne seront pas intégrées dans les
« *appareils de sécurité* ».

Enfin, précise le point 13, « *les forces israéliennes achèveront leur retrait progressif de la bande de Gaza selon un calendrier convenu, comme le prévoit la section 8 du plan, qui inclut l'engagement de ne contraindre personne à quitter la bande de Gaza* ».

Comme souvent dans la région, véritable cimetière de feuilles de route, plans de paix et accords de toutes sortes, l'espoir est douché par des frappes meurtrières à peine l'encre sèche. Dans la journée du 1^{er} août et lors de la nuit qui suit, des bombardements israéliens tuent seize personnes et détruisent deux entrepôts de médicaments.

Tel-Aviv semble bien décidé à poursuivre une politique décrite par le bureau des affaires humanitaires (dans son bulletin hebdomadaire daté du 7 août) en ces termes : « *Des frappes aériennes quotidiennes, des bombardements, des tirs d'armes à feu et des tirs navals ont été signalés, principalement à l'ouest de la ligne de déploiement convenue, connue sous le nom de "ligne jaune", où la quasi-totalité de la population, soit 2,1 millions de personnes, reste concentrée sur moins de la moitié de la bande de Gaza, dans des conditions de surpeuplement extrême.* »

Nickolay Mladenov, le diplomate bulgare qui préside le Conseil de paix, habituellement peu enclin à réprimander Tel-Aviv, laisse éclater sa colère sur son compte X : « *Mon équipe et moi-même travaillons sans relâche avec les parties, les médiateurs et les partenaires régionaux, afin d'apaiser les tensions et de créer les conditions nécessaires à la mise en œuvre intégrale du plan du président. Parvenir à une paix durable est difficile, mais cela reste possible si chacun met tout en œuvre* », écrit-il le 2 août.

Il se montre bien plus conciliant après une rencontre avec le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou. Revenant sur les termes de la feuille de route, comme le souligne le chercheur Hugh Lovatt sur son compte X, Mladenov assure qu'Israël n'a pas à se retirer avant que le Hamas remette l'ensemble de son arsenal.

Il tord la réalité du terrain, en prétendant que l'armée

israélienne n'est pas déployée au-delà de la « ligne jaune », tracée par les Israéliens et qui ampute déjà le territoire palestinien de 53 % de sa superficie, et ce alors que les militaires israéliens eux-mêmes reconnaissent occuper plus de 60 % de l'enclave.

La feuille de route du Conseil de paix ressemble déjà à ses aînées : une initiative diplomatique sans lendemain.

Raisons électorales

Car les concessions du Conseil de paix ne servent à rien. Dans une déclaration préliminaire au conseil des ministres du 9 août, Benyamin Nétanyahou y répond d'un refus catégorique : « *Israël n'accepte pas le document en quinze points. Les Forces de défense israéliennes ne procéderont à aucun retrait tant que le Hamas n'aura pas été véritablement désarmé, et elles continueront à neutraliser les menaces qui pèsent sur nos forces et nos citoyens.* »

Ce faisant, il s'oppose frontalement à son allié Donald Trump. Qui ne réagit pas à l'enterrement brutal de ce qu'il célébrait quelques jours avant. Le premier ministre israélien prend aussi à témoin ses électeurs, alors que les législatives approchent – elles doivent se tenir en octobre.

« *Nétanyahou est confronté à un problème électoral : il n'est pas en tête dans les sondages et il fait l'objet de critiques au sein du Likoud, que certains de ses poids lourds ont quitté*, décrypte pour Mediapart l'analyste politique israélien Menachem Klein. *Il doit donc affirmer sa position d'extrême droite et regagner sa base électorale. Pour cela, il doit montrer qu'il soutient les objectifs de guerre, à savoir l'élimination totale du Hamas, et donc s'opposer à Trump.* »

L'analyse de l'ancien professeur de sciences politiques à l'université Bar-Ilan et ancien négociateur sur la question de Jérusalem est partagée en Israël. « *Nétanyahou craint que le fait d'accepter sans résistance les cadres proposés par Trump à Gaza et au Liban risque d'éroder le soutien de sa base, et de pousser les électeurs du Likoud vers des partis encore plus à droite* », écrit le chroniqueur Joshua Leifer dans le quotidien de centre-gauche *Haaretz*.

Il rajoute : « *Les partenaires de coalition de Nétanyahou –*

le Parti sioniste religieux de Bezael Smotrich et Force juive d'Itamar Ben Gvir – ont appelé à la réoccupation de Gaza, à sa recolonisation et à l'expulsion des Palestiniens qui y vivent. De même, les franges extrêmes du mouvement des colons font pression pour occuper et coloniser le sud du Liban et la Syrie. »

Au Liban se joue en effet le même théâtre d'ombres que dans la bande de Gaza : négociation d'un accord dont on se félicite avec force enthousiasme quand il est signé, mais le glaive continue son œuvre sur le terrain comme si de rien n'était. L'armée israélienne poursuit ses opérations militaires de destructions sans l'ombre d'une volonté de se retirer. Comme si l'accord de cessez-le-feu du 3 juin 2026 n'existait pas. Sans même un froncement de sourcil de Marco Rubio, le secrétaire d'État états-unien tout acquis à Israël, ni une exclamation en majuscule de Donald Trump. Et on en vient à négocier l'application de l'application de l'accord comme pour la bande de Gaza.

Pari libanais

La trêve conclue à Washington le 3 juin sous le parrainage des États-Unis prévoyait, outre l'arrêt complet des tirs du Hezbollah et l'évacuation de ses combattants de la zone au sud du fleuve Litani, le retrait progressif de l'armée israélienne des parties du territoire libanais qu'elle occupe, avec la création de « zones pilotes » où devait se déployer l'armée libanaise.

Le protocole d'accord a été si peu respecté et les morts, dues à des frappes israéliennes dans leur immense majorité, ont été tellement nombreuses, qu'un nouveau cessez-le-feu a été négocié le 19 juin. Sans effet notable. Ces dernières semaines, les journaux libanais égrainent chaque jour les destructions et attaques de l'armée israélienne.

« Pour Israël, ses intérêts sécuritaires s'étendent de l'Iran à la Turquie et à Chypre. »

Menachem Klein, analyste politique israélien

Sur les trois zones pilotes désignées pour servir de test, deux localités étaient déjà sous contrôle de l'armée libanaise. Dans la troisième, Zaoutar al-Gharbiyé, proche du château de Beaufort occupé par l'armée israélienne, Tel-Aviv a mené des incursions après s'en être retirée,

alors que l'armée libanaise s'y était déployée et que les habitant-es déplacé-es rentraient au compte-goutte.

La bourgade de Mansouri, proche de Tyr, a reçu un ordre d'évacuation puis a été pilonnée. L'armée israélienne poursuit un assaut contre la colline d'Ali Taher, à l'autre bout du Sud-Liban et à proximité de Nabatiyé, la grande ville sur le Litani. Elle a également avancé en direction de Kfar Chouba, au pied du mont Hermon.

En somme, l'armée israélienne agit comme si aucun accord n'avait été signé. Sauf pour un type d'opération : elle a cessé, jusqu'à présent et sous pression états-unienne, ses bombardements sur Beyrouth.

Tout cela alors que se poursuivent négociations, discussions et autres pourparlers. La septième et dernière session en date s'est clos à Rome le 6 août, n'apportant et ne changeant rien sur le terrain. Pas plus, d'ailleurs, que la visite à Washington du président Joseph Aoun, celui-là même qui a poussé à des négociations directes avec Israël.

Le voyage et l'accueil fait par Donald Trump ont été d'abord considérés par beaucoup au Liban comme des succès. Mais la rencontre n'a été suivie d'aucune avancée substantielle. Une « *mascarade diplomatique* », écrit le magazine en ligne indépendant *Megaphone*. La frustration et la colère sont telles, côté libanais, que les dirigeants menacent de ne pas poursuivre les négociations directes et le font savoir par l'entremise du quotidien francophone *L'Orient-Le Jour*.

« Les Libanais veulent essentiellement créer une crise dans les négociations et ainsi obliger les Américains à pousser les Israéliens à faire des concessions. Car la situation n'est plus tenable, décrypte pour Mediapart Michael Young, analyste et rédacteur en chef au Centre Carnegie du Moyen-Orient Malcolm H. Kerr à Beyrouth. Il n'est pas possible pour les Libanais de continuer à négocier alors que les Israéliens ne font aucune concession, refusent d'élargir les zones pilotes, refusent d'arrêter la destruction des villages et poursuivent les attaques contre la colline d'Ali Taher près de Nabatiyé. Maintenant, la balle est dans le camp des Américains. »

Washington saura-t-il, voudra-t-il, exercer des pressions suffisamment fortes sur Benyamin Nétanyahou pour

obtenir le début d’une application des protocoles, cessez-le-feu ou feuilles de route négociées ? En ce qui concerne le Liban, « *tout le calcul de Joseph Aoun consiste à utiliser les Américains comme levier dans ces négociations avec Israël. Évidemment il faut être prudent, car on ne peut pas toujours se fier aux Américains* », reprend Michael Young.

Surtout, les États-Unis se heurtent non seulement à la proximité de l’échéance électorale israélienne, mais aussi à une nouvelle doctrine élaborée après les massacres du 7-October. « *Jusque-là, la doctrine était qu’Israël est une villa dans la jungle du Moyen-Orient, ce qui signifie que, de temps à autre, Israël franchit les frontières de la villa pour attaquer ses ennemis, puis revient dans la villa* », décrit Menachem Klein.

« *La nouvelle stratégie consiste à faire d’Israël le maître de la jungle, et non plus seulement de la villa. Il a donc étendu son occupation, au-delà des frontières de 1967, poursuit-il. Il a ainsi occupé une bande de territoire au Sud-Liban, dans la bande de Gaza – au-delà de la “ligne jaune” fixée dans le plan Trump, ainsi qu’en Syrie. Pour Israël, ses intérêts sécuritaires s’étendent de l’Iran à la Turquie et à Chypre.* »

Et à cela, les élections israéliennes, quel que soit leur résultat, ne changeront absolument rien.

Gwenaelle Lenoir